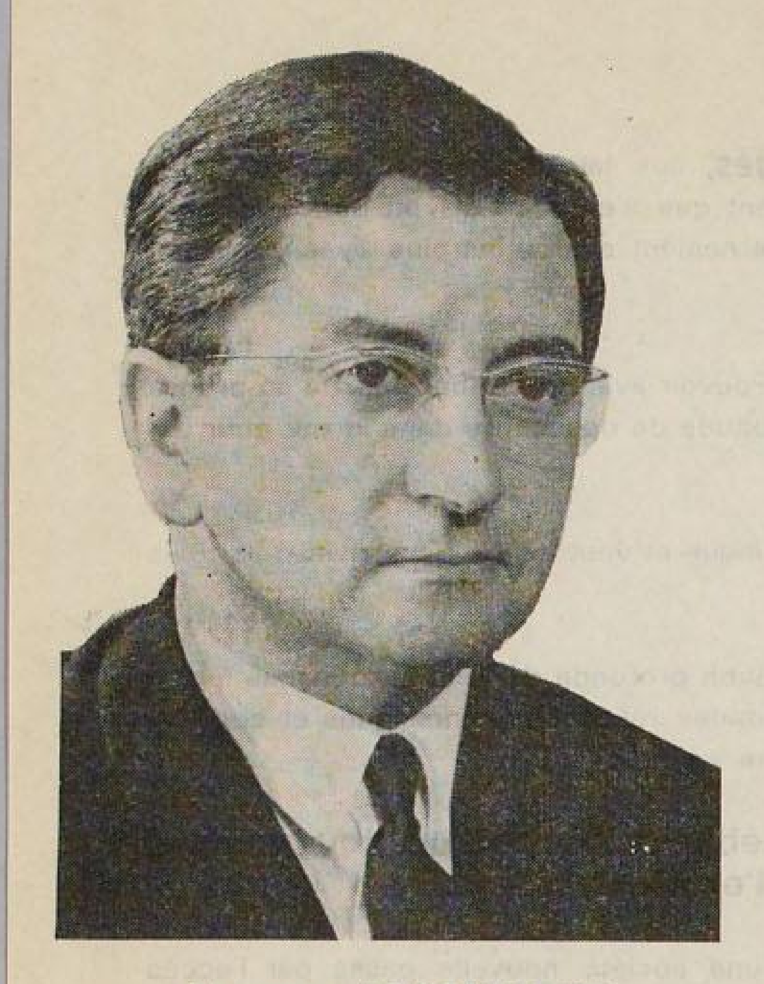


Josy MOINET

Candidat
de la Fédération de la Gauche
Démocrate et Socialiste
(F. G. D. S.)

DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

2e Circonscription - ROCHEFORT-SUR-MER

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Le Pouvoir, exercé depuis dix ans sans partage par les mêmes hommes, vient de cueillir en ce mois de Mai 1968 les fruits amers de son immobilisme coupable et de plonger la France dans une grave crise morale et politique.

Au nom d'une fausse idée de la démocratie directe, depuis dix ans, un homme détenteur de tous les pouvoirs décide seul de notre destin.

Le Parlement est dominé par une majorité inconditionnelle, par avance d'accord avec les décisions qui sont prises dans le secret des bureaux par une technocratie de plus en plus puissante. L'affaire de Sud-Aviatlon l'a bien montré.

Les syndicats ouvriers cherchent en vain à discuter et à négocier avec le Gouvernement l'amélioration de la condition matérielle et morale des travailleurs au sein de la Nation et des entreprises.

Le Gouvernement leur répond par voie d'ordonnances sur la Sécurité Sociale et sur l'intéressement des travailleurs aux bénéfices des entreprises, autant de brimades injustifiées et de faux semblants propres à satisfaire les intérêts des grandes affaires capitalistes.

Les organisations agricoles, soucieuses avant tout de pallier les conséquences sociales des profondes transformations que connait le monde paysan, demandent à l'Etat des garanties en matière de revenus et une assistance accrue pour favoriser la modernisation de l'agriculture et l'aménagement de l'espace rural.

Le Gouvernement, dont la politique étrangère empêche toute construction de l'Europe, refuse à la paysannerie française la parité que pourrait lui assurer une formule nouvelle d'indexation des prix agricoles. Le Gouvernement privilégie les intérêts internationaux tels ceux des margariniers, au détriment des coopératives agricoles et de leurs sociétaires. Le Gouvernement fait des agriculteurs obligés de quitter leurs exploitations des travailleurs sans spécialisation, bientôt contraints au chômage.

Les élus locaux réclament des moyens financiers accrus pour satisfaire les besoins de leurs Départements et de leurs Communes. Le Gouvernement, de son côté, transfère des charges nouvelles aux collectivités locales sans leur donner les moyens financiers d'y faire face.

Les petites et moyennes entreprises, les artisans nombreux dans notre région veulent se moderniser, améliorer leurs moyens de production et leurs méthodes de gestion en vue de rester compétitifs. Le Gouvernement, au lieu de les aider, favorise les grandes affaires industrielles par l'octroi de crédits importants.

Les organisations d'enseignants et d'étudiants, responsables de l'avenir d'une jeunesse nombreuse et inquiète, s'efforcent sans succès depuis plusieurs années d'alerter le Pouvoir sur l'urgence de promouvoir une profonde réforme de notre enseignement et d'accroître les moyens mis à la dispositisn de l'Education Nationale. Le Gouvernement refuse tout dialogue constructif avec les enseignants et les étudiants et se contente de mesures fragmentaires sans rapport avec la gravité des problèmes en cause.

Les familles, les personnes âgées, les mal logés, ces laissés pour compte de notre société de consommation qui ont droit à la solidarité nationale, ne peuvent que s'en remettre au bon vouloir du Gouvernement. Quant aux **militaires,** d'active ou du contingent, le Gouvernement exerce les plus vives pressions sur eux pour qu'ils votent " bien ".

Ainsi, privés de moyens légaux de se faire entendre d'un Pouvoir avant tout soucieux de sa propre grandeur et du prestige de son Chef à l'étranger, les Français ont pris l'habitude de descendre dans la rue pour exprimer leurs besoins et leurs aspirations.

Le Pouvoir a fait de la violence un moyen d'expression politique et veut aujourd'hui diviser le Pays en deux blocs antagonistes, les communistes et les gaullistes.

Ce choix, nous le refusons. Il ne répond ni à l'aspiration profonde de tous les hommes à plus de liberté et de justice sociale, ni au vœu des Français qui veulent de profondes réformes économiques et sociales mais demeurent attachés au respect de la liberté et de la dignité de l'homme.

Nous voulons restaurer dans ce Pays un libre débat démocratique. Nous voulons rester maîtres de notre destin et choisir notre avenir dans l'ordre et la légalité.

Dans une France jeune, en pleine mutation, l'avènement d'une société nouvelle passe par l'accès aux responsabilités d'une nouvelle génération d'hommes politiques.

Ceux qui, responsables du chaos et du désordre actuels font appel à la peur pour vous convaincre, ne vous connaissent pas.

Demain, je vous invite à travailler ensemble pour la prospérité de votre ville, de votre commune, de votre région.

Le choix que vous ferez le 23 Juin prochain sera décisif.

Entre la crainte et l'aventure, **je souhaite représenter pour vous l'espoir.**

Merci d'avance.

VU, LES CANDIDATS :

Josy MOINET
38 ans
Administrateur Financier
à la Caisse Nationale de Crédit Agricole
Maire de Saint-Rogatien
Secrétaire Général de l'Association Départementale
des Maires de la Charente-Maritime

Pierre PÉRÈS
34 ans
Transporteur routier
à Rochefort - sur - Mer

IMP. J. LAFON - ROCHEFORT